



CICR

FAITS ESSENTIELS

Le CICR en République centrafricaine

MAI - SEPTEMBRE 2011

LES ACTIVITÉS EN BREF

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est une organisation humanitaire neutre et indépendante. Sa mission, exclusivement humanitaire, est de protéger la vie et la dignité des victimes des conflits armés et de la violence interne, et de leur porter assistance. Il s'efforce également de renforcer et de promouvoir le droit international humanitaire (DIH).

Présent en République centrafricaine depuis 1983, le CICR développe ses activités sur l'ensemble du territoire depuis sa délégation à Bangui, ses sous-délégations à Paoua et Kaga-Bandoro, et son antenne à Birao. Le CICR emploie 160 Centrafricains et expatriés.

PROTECTION DE LA POPULATION CIVILE

Dans plusieurs zones du pays, les populations civiles continuent à être affectées par des violences armées ou leurs conséquences. Afin de prévenir toute atteinte à la vie et à la dignité des populations, le CICR s'efforce de maintenir le dialogue avec les porteurs d'armes, tout en promouvant le respect du droit international humanitaire (DIH) et des principes humanitaires universels.

RÉTABLISSEMENT DES LIENS FAMILIAUX

La séparation entre les membres des familles est l'une des conséquences majeures des violences armées. Certaines familles centrafricaines en sont victimes. En particulier, il arrive que des enfants soient enlevés par des groupes armés et emmenés au-delà des frontières. Le CICR répond aux demandes de recherche des familles affectées de la sorte. Une attention particulière est portée aux enfants non accompagnés dont les parents doivent être localisés.

- En s'appuyant sur le réseau des volontaires de la Croix-Rouge centrafricaine, plus de 110 messages de nouvelles familiales (Messages Croix-Rouge) ont été échangés entre les membres des familles séparés qui se trouvent au-delà des frontières.
- Après de longues recherches et sur accord des membres de famille séparés, le CICR a réunis trois enfants associés aux forces et groupes armés, 13 enfants non accompagnés, quatre femmes et un bébé avec leurs proches.



© CICR/WATSON Ewan

Mireille et ses parents ont été séparés six mois durant en raison d'une attaque sur le village où ils résidaient, près de Banda en RDC. Les parents ont trouvé refuge à Mboki, dans le Haut-Mbomou, et étaient restés sans nouvelle de leur fille jusqu'à ce qu'ils soient contactés par le CICR.

PERSONNES PRIVÉES DE LIBERTÉ

Afin de promouvoir un traitement humain et des conditions de détention dignes, le CICR maintient sa présence dans les lieux de détention du pays. Comme dans d'autres contextes opérationnels du CICR, la répétition des visites, les entretiens sans témoins avec les détenus et un dialogue confidentiel et constructif avec les autorités détentrices font partie des modalités de travail en faveur des personnes privées de liberté.

Tout détenu relevant du mandat du CICR ou considéré comme particulièrement vulnérable est suivi individuellement tout au long de son parcours carcéral. Cela est notamment le cas des personnes arrêtées

et détenues en relation avec un conflit armé ou une autre situation de violence.

- Au cours de ses 30 visites dans 15 lieux de détention, le CICR s'est entretenu individuellement avec 47 détenus, dont 22 ont été nouvellement enregistrés pour un suivi individuel. Il a également distribué des produits d'hygiène et d'entretien, entre autres quelque 2'000 savons et 50 kg de détergent.
- Pour améliorer les conditions d'hygiène et augmenter l'espace à la disposition des détenus, le CICR a réhabilité des infrastructures sanitaires dans le centre de détention de l'Office Centrafricain

de Répression du Banditisme (OCRB), à la maison d'arrêt de Ngaragba à Bangui. Ces travaux bénéficient à plus de 500 détenus. Un stock de médicaments d'urgence destinés au suivi médical des détenus a par ailleurs été remis aux maisons carcérales de Ngaragba et Bossembélé.

- Le CICR est perçu et accepté par les porteurs d'armes comme une institution neutre, impartiale et indépendante. Sur demande des parties impliquées dans des combats survenus dans le Bamingui-Bangoran dans la première partie de 2011, le CICR a récemment facilité le transfert d'un groupe armé à l'autre de 18 anciens captifs libérés.

ASSISTANCE EN NOURRITURE, BIENS ESSENTIELS ET SEMENCES

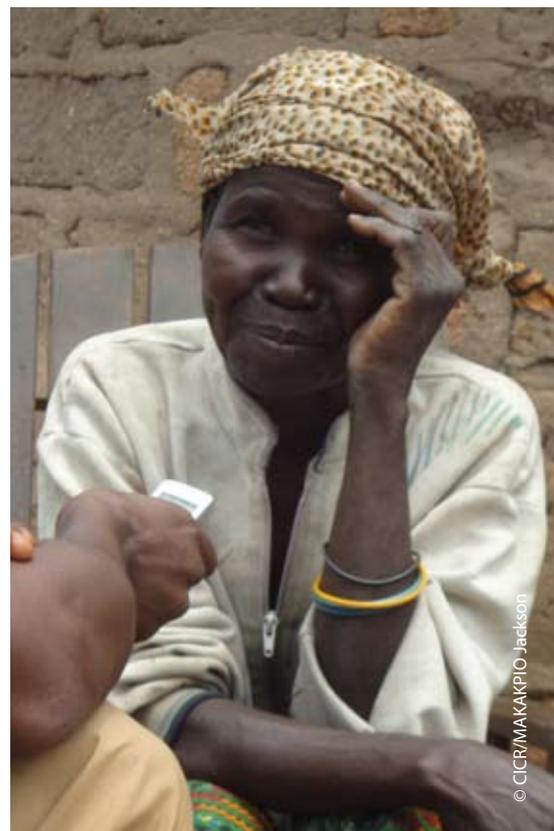
Dans le nord et l'est du pays, l'insécurité empêche les civils de mener une vie normale et de se déplacer pour travailler dans les champs. Souvent, la violence les force à fuir leurs villages. Les activités agricoles et autres activités traditionnelles s'en trouvent fortement perturbées et les communautés ont du mal à subvenir à leurs besoins. Le CICR leur fournit des vivres afin de répondre à leurs besoins immédiats, ainsi que des semences qui leur assureront des récoltes convenables et leur permettront de reprendre pied. Des articles de première nécessité sont également distribués aux familles qui ont perdu leurs maisons et leurs biens en raison de violences armées.

LE SUD-EST

- Le CICR a prolongé l'assistance aux populations déplacées et résidentes à Obo, Mboki, Zemio, Rafai et Dembia dans le sud-est, en distribuant des vivres (riz, maïs, légumineuses, huile et sel) à plus de 40'000 personnes. La dernière distribution remonte au mois de septembre. Celle-ci sera prolongée dans les semaines et mois à venir par des projets d'intérêt communautaire qui favoriseront le rétablissement des activités économiques des populations affectées.

LE NORD

- Le déplacement des habitants de l'axe Béhili vers Kabo, ville qui accueille déjà bon nombre de personnes déplacées de l'axe Moyenne Sido depuis plus de douze mois, accentue les besoins de la population. Le CICR a distribué des semences et des houes aux deux groupes de déplacés ainsi que des vivres. 1'038 ménages en ont bénéficié. Ces ménages ont aussi reçu des vivres qui leur permettront de traverser la période de soudure en attendant les récoltes.
- En raison d'affrontements survenus en 2010 dans la préfecture de Bamingui-Bangoran, et de l'insécurité qui s'en est suivie, 1'969 ménages (soit près de 10'000 personnes) répartis entre 20 villages de l'axe Ngarba ont bénéficié d'une assistance du CICR. L'assistance en articles ménagers était composée de nattes, cuvettes en colalu, bâches et bidons de 20 litres.
- Des milliers de résidents des villages situés sur l'axe Bilakaré – Bélé 3, dans l'Ouham-Pendé, retournent chez eux après s'être déplacés en 2007-2008 suite aux violences qui ont affecté la région.



Raya, préfecture de l'Ouham-Pendé. Interview d'une ancienne déplacée, mère de 10 enfants.

Près de 5'000 personnes ont reçu des semences, des houes et des vivres pour faciliter leur retour.

EAU ET ASSAINISSEMENT

Les violences armées contraignent parfois les civils à fuir en grands nombres. Les lieux où ils trouvent refuge ne sont en général pas à même d'accueillir un tel afflux : les infrastructures font défaut, surtout en ce qui concerne l'hygiène et l'approvisionnement en eau. Et lorsque ces communautés peuvent enfin s'en retourner chez elles, ce sont souvent des puits et des latrines en mauvais état qu'elles retrouvent. En pareilles circonstances, le CICR travaille à rétablir et à améliorer l'accès à l'eau et, parallèlement, la Croix-Rouge centrafricaine conduit des activités complémentaires visant à sensibiliser la population aux bonnes pratiques en matière d'hygiène.

LE NORD ET LE CENTRE

- Diverses activités sont actuellement menées par le CICR dans 15 villages sur l'axe Bilakaré – Bébé 3 afin d'améliorer l'accès à l'eau pour les quelque 5'000 personnes déplacées qui sont rentrées chez elles. La communauté locale a été mobilisée et participe activement à ces activités. Le CICR a procédé à la formation des comités de gestion des points d'eau, au creusage de quatre puits, à la réhabilitation d'une dizaine

d'autres puits dotés de pompes à main, ainsi qu'au captage de deux sources. La communauté locale est également sensibilisée à de bonnes pratiques en matière d'hygiène.

- Une pompe installée par le CICR facilite l'accès à l'eau dans le centre hospitalier de Paoua (d'une capacité d'une cinquantaine de lits).
- La réhabilitation des points d'eau entreprise par le CICR s'étend également aux préfectures du Bamingui-Bangora et de la Vakaga. A Birao, cinq forages et dix puits ont récemment été réhabilités. Environ 8'000 personnes en bénéficient. Et en ville de Ndélé, certains quartiers ont désormais plus facilement accès à de l'eau propre grâce à l'installation d'un réservoir d'une capacité de 18 m3 qui dessert quatre bornes fontaines et deux puits. Là aussi, quelque 8'000 personnes en bénéficient.

LE SUD-EST

- A Rafai, le CICR a débuté une campagne de forages pour l'approvisionnement durable en eau d'environ 9'000

personnes résidentes et déplacées. En partenariat avec l'ONG Action Contre la Faim (ACF), le CICR a réalisé neuf forages équipés de pompes à main. Le CICR a aussi réhabilité des forages existants dans la ville et a aménagé une source. Il a aidé à la formation et la mise en place des comités de gestion des points d'eau chargés de maintenir ces installations en bon état.

- Le respect des règles d'hygiène doit accompagner cette gestion communautaire. Ainsi, un programme de promotion à l'hygiène a été mis en œuvre avec le concours des volontaires de la Croix-Rouge centrafricaine de Rafai. 22 latrines ont été construites dans deux écoles, deux structures de santé ainsi qu'au niveau du siège de la Croix-Rouge.
- L'accès à de l'eau propre a été facilité en ville d'Obo grâce à l'installation de 13 pompes à main et à la réalisation, en partenariat avec ACF, de sept nouveaux forages. 12'000 personnes résidentes et déplacées en bénéficient.

ASSISTANCE MÉDICALE

Lorsque l'insécurité règne et que les structures médicales font défaut, les malades sont encore plus vulnérables. C'est pourquoi le CICR a récemment lancé un projet pilote de prise en charge du paludisme à domicile (PECADOM) à Obo, dans la préfecture de Mbomou. Dix distributeurs communautaires ont été formés à cette fin. Durant les premières semaines du projet, 776 tests rapides de dépistage ont été réalisés et 392 personnes ont été traitées.



L'équipe des distributeurs communautaires lors de la formation organisée par le CICR au siège préfectoral de la Croix-Rouge centrafricaine à Obo, préfecture du Haut-Mbomou.

LA COOPÉRATION: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA CROIX-ROUGE CENTRAFRICAINE (CRCA)

Grâce au soutien du CICR, le comité local de la CRCA de Kotamale dispose désormais d'un siège. Ce local permet aux volontaires de Kotamale de se réunir plus aisément et donc de conduire des activités humanitaires en faveur de la population de manière plus efficace.

19 volontaires de la CRCA ont été formés par le CICR dans le but d'améliorer la connaissance qu'à la société civile des activités de la CRCA et des principes de la Croix-Rouge – tels l'humanité, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance.

Pour répondre efficacement aux besoins humanitaires de leurs communautés, dix brigades de secours et 15 moniteurs de la CRCA du centre, de l'est et du nord de la République centrafricaine (RCA) ont été renforcés dans leurs capacités opérationnelles.



Séance de diffusion à Beboura, préfecture de l'Ouham-Pendé, auprès de l'APRD, un groupe armé démobilisé en août 2011 dans le cadre du processus DDR.

PROMOTION DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE (DIH)

Le CICR maintient un dialogue régulier avec les Forces armées centrafricaines ainsi qu'avec les groupes armés. Ces contacts ont pour objectif de rappeler aux porteurs d'armes qu'ils ont des obligations qui découlent du droit international humanitaire (DIH). Ces obligations sont relatives à la protection des personnes ne participant pas ou plus aux hostilités, telles que les civils, les prisonniers et les blessés.

la société civile et des autorités locales et 1'500 membres des communautés déplacées et résidentes ont participé à des séances d'information sur le mandat et les activités du CICR ainsi que sur les règles de base du DIH. Les populations de Bangui et de Mboki ont également été sensibilisées au mandat et aux activités du CICR au moyen de la radio.

- A travers le pays, 1'140 porteurs d'armes, plus de 300 représentants de

MISSION

Le CICR en RCA, une action pluridisciplinaire : Programme de protection et d'assistance en faveur des personnes affectées par le conflit.

Diffusion et promotion du droit international humanitaire (DIH) auprès des porteurs d'armes, des milieux académiques, de la société civile (leaders religieux, communautaires, médias).

Visite des personnes détenues en lien avec le conflit.

Soutien à la Croix-Rouge centrafricaine dans ses programmes de préparation à l'urgence, de rétablissement des liens familiaux et de promotion des principes humanitaires.



Comité international de la Croix-Rouge
Délégation du CICR en République centrafricaine:
2579, Av. Benz-Vi, Bangui (République centrafricaine)
T +236 75.20.28.58, 70.80.97.59, 72.73.02.88
F +236 21.61.70.56
E-mail : bng_bangui@icrc.org www.icrc.org
© CICR, octobre 2011

